

Journal of the Canadian Historical Association Revue de la Société historique du Canada



2007 Discours de la présidente de la S.H.C. L'histoire publique et le mécontentement qu'elle suscite ou L'histoire à l'ère de *Wikipedia*

Margaret Conrad

Volume 18, numéro 1, 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/018253ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/018253ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN

0847-4478 (imprimé)
1712-6274 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Conrad, M. (2007). 2007 Discours de la présidente de la S.H.C. L'histoire publique et le mécontentement qu'elle suscite ou L'histoire à l'ère de *Wikipedia*. *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 18(1), 27–56. <https://doi.org/10.7202/018253ar>

Résumé de l'article

Conformément au thème du congrès, « Créer des ponts : des communautés de savoir à un savoir public », la présente communication traite des questions liées à l'histoire publique et l'impact d'Internet — le moyen de communication le plus public qui soit — sur les façons dont les historiens universitaires créent et communiquent le savoir. Elle trace l'essor de l'histoire publique en tant que profession et domaine d'études depuis trois décennies, les efforts de la Société historique du Canada (la SHC) depuis ses débuts en 1922 visant à atteindre un plus grand public et l'impact d'Internet sur le travail des historiennes et des historiens professionnels. En posant des questions sur le rôle des historiens universitaires en général et de la SHC en particulier quant à la création de ponts entre les intérêts de l'histoire universitaire et de l'histoire publique, qui paraissent diverger à première vue, elle contribue à une discussion plus générale qui préoccupera presque inévitablement les présidents de la SHC dans l'avenir prévisible : le rôle de l'histoire universitaire et des autres disciplines appartenant au groupe des arts, dans l'université postmoderne et dans le monde en rapide évolution du savoir, dont le moteur est Internet et ses technologies connexes.



Photo by Charlotte Gray

*Margaret Conrad and Bucky, an albino beaver who graces the offices
of Canada's National History Society in Winnipeg*

*Margaret Conrad et Bucky, un castor albinos qui honore
de sa présence les bureaux de la Société d'histoire nationale
du Canada à Winnipeg*

2007 Discours de la présidente de la S.H.C.

L'histoire publique et le mécontentement qu'elle suscite ou L'histoire à l'ère de *Wikipedia*

MARGARET CONRAD

Résumé

Conformément au thème du congrès, « Créer des ponts : des communautés de savoir à un savoir public », la présente communication traite des questions liées à l'histoire publique et l'impact d'Internet — le moyen de communication le plus public qui soit — sur les façons dont les historiens universitaires créent et communiquent le savoir. Elle trace l'essor de l'histoire publique en tant que profession et domaine d'études depuis trois décennies, les efforts de la Société historique du Canada (la SHC) depuis ses débuts en 1922 visant à atteindre un plus grand public et l'impact d'Internet sur le travail des historiennes et des historiens professionnels. En posant des questions sur le rôle des historiens universitaires en général et de la SHC en particulier quant à la création de ponts entre les intérêts de l'histoire universitaire et de l'histoire publique, qui paraissent diverger à première vue, elle contribue à une discussion plus générale qui préoccupera presque inévitablement les présidents de la SHC dans l'avenir prévisible : le rôle de l'histoire universitaire et des autres disciplines appartenant au groupe des arts, dans l'université postmoderne et dans le monde en rapide évolution du savoir, dont le moteur est Internet et ses technologies connexes.

Introduction

Quelle valeur les allocutions présidentielles de la Société historique du Canada peuvent-elles avoir? Pendant les années 90, le conseil semblait les trouver suffisamment importantes pour en faire la pièce maîtresse de la première publication de la SHC sur Internet. Toutes les allocutions présidentielles livrées entre 1922

Je tiens à remercier Lyle Dick, Craig Heron et Peter Seixas, qui ont pris le temps de faire des observations précieuses sur une version précédente de cette communication. Je remercie aussi Jocelyn Létourneau, qui a répondu à mes questions sur l'histoire publique au Québec, ainsi que Rebecca Colborne, qui a révisé et traduit mon texte.

et 1997 ont été affichées sur le site Web de la SHC à l'automne 1998, mais très peu de ces allocutions, qui ont toutes été rédigées soigneusement par certains des historiens les plus éminents du Canada, semblent avoir eu beaucoup d'impact. Selon la base de données « Web of Science », 11 des 29 allocutions présidentielles livrées depuis 1975 n'ont jamais été citées. Deux allocutions seulement — celle de J.B. Conacher en 1975 et celle de Phillip Buckner en 1993 — ont été citées plus de trois fois.¹ Bien que ces statistiques soient plus révélatrices des insuffisances de la « Web of Science » que de l'impact des allocutions présidentielles de la SHC sur l'état des connaissances au Canada, les constatations générales sont éloquentes, et elles atténuent toute arrogance que je pourrais ressentir quant à l'importance des songeries subséquentes.

Je ne passerai pas le temps qui m'est donné à discuter de ce que les anciens présidents de la SHC ont dit par le passé — bien que ce soit, à mon avis, un bon sujet pour une telle occasion. Je vais plutôt parler, conformément au thème du congrès, des questions liées à l'histoire publique et à l'impact d'Internet — le moyen d'expression le plus public qui soit — sur les manières dont les historiens universitaires créent et communiquent le savoir. Ma propre carrière a été marquée en grande partie par la participation à divers aspects de la catégorie toujours grandissante de l'histoire publique,² que je définis, aux fins de la présente communication, comme la pratique de l'histoire à l'intention d'un public général plutôt qu'un public universitaire.³ En tant que membre du conseil de la SHC au cours des trois dernières années, j'ai consacré la plupart de mes efforts au domaine de l'histoire publique. En tant que coprésidente en 2004-2005 du Comité des communications sur l'Internet de la SHC, et ensuite à titre de présidente, je me suis préoccupée des processus et des effets de l'affichage en ligne de notre revue et de nos brochures ainsi que de la création d'un site Web plus interactif.⁴ J'ai consacré presque autant de mon temps à répondre aux protesta-

1 Mon assistante à la recherche, Kelly Chevas, a établi les statistiques en mars 2007.

2 J'ai occupé le poste de rédactrice de manuels d'histoire à la compagnie Clark Irwin Publishing (de 1968 à 1969) avant d'accepter un poste au département d'histoire à l'Université Acadia en 1969 ; j'ai siégé aux conseils consultatifs de divers organismes visant à favoriser l'histoire auprès du grand public, y compris la Société d'histoire nationale du Canada et *Historica* ; j'ai co-rédigé plusieurs manuels ; je présente l'histoire actuellement dans Internet par l'intermédiaire de projets d'histoire liés au Portail du Canada Atlantique (<<http://atlanticportal.hil.unb.ca>>).

3 L'histoire publique comprend, plus précisément, la pratique de l'histoire dans les établissements publics tels que les archives, les sites historiques et les musées, et au sein des organismes privés visant à favoriser l'histoire, allant des sociétés historiques communautaires aux organismes visant un public national, tels que la Société d'histoire nationale du Canada, l'Institut du Dominion et *Historica*. Les livres, les films et les documentaires historiques créés pour le grand public figurent dans la même catégorie, tout comme les outils pédagogiques de divers types, y compris le vénérable manuel de cours.

4 Margaret Conrad, « Going Down the Digital Highway », *Bulletin de la SHC*, 32, 2 (2006), 4-6.

L'HISTOIRE PUBLIQUE ET LE MÉCONTENTEMENT QU'ELLE SUSCITE OU L'HISTOIRE À L'ÈRE DE WIKIPEDIA

tions qui se sont survenues après la diffusion au début de 2006 à la chaîne anglaise de Radio-Canada du film intitulé *Prairie Giant: The Tommy Douglas Story*. Bien que le film ait suscité des critiques pertinentes de la part des universitaires tels que David Smith et Bill Waiser,⁵ il aurait sans doute été oublié rapidement s'il n'était pas devenu l'objet des efforts de Margaret Gardiner, pour enlever le film du catalogue de Radio-Canada en raison de la façon maladroite dont son grand-père, James Gardiner, a été présenté.⁶ Même si, selon la perspective générale des universitaires, *Prairie Giant* ne satisfait pas aux normes les plus élevées de précision, d'équilibre et de justice,⁷ la SHC ne peut pas tolérer l'interdiction de films pas plus qu'elle ne peut tolérer un autodafé de livres. Les auteurs et les cinéastes créent parfois des productions affreuses mais, dans une société démocratique libérale, nous devrions les tolérer, les critiquer et, dans le meilleur des mondes, nous en inspirer pour créer d'autres interprétations du passé. La controverse suscitée par *Prairie Giant* témoigne au moins des défis que les historiens universitaires doivent relever dans un monde où l'histoire est devenue un produit de production et de consommation à des niveaux et selon des moyens que je n'aurais pas pu imaginer lorsque je me suis lancée dans une carrière d'enseignement universitaire en 1969.

La question du film *Prairie Giant* représente seulement l'une des nombreuses questions liées à l'histoire publique qui ont attiré l'attention de la SHC pendant mon mandat, au nombre desquelles figurent notamment l'incendie criminel du site historique des Loyalistes noirs à Birchtown, en Nouvelle-Écosse ; les audiences du Sénat au sujet de l'interprétation par le Musée canadien de la guerre de la campagne de bombardement par les Alliés pendant la Deuxième Guerre mondiale⁸; les menaces aux programmes fédéraux qui

5 Bill Waiser, « Story of the father of medicare needed more time on the waiting list », *National Post*, le 9 mars 2006; David Smith, « Prairie Giant », *Bulletin de la SHC*, 32, 2 (2006), 3, 5.

6 James Garfield Gardiner a été député libéral de l'Assemblée législative de la Saskatchewan de 1914 à 1935. Il a été premier ministre de la province de 1926 à 1929 et de 1934 à 1935. En 1935 il a été élu à la Chambre de Communes du Canada et a été ministre de l'Agriculture de 1935 à 1957.

7 Dans son étude classique des films historiques, Robert A. Rosenstone affirme qu'il faut permettre aux cinéastes de changer, de resserrer, d'inventer et de créer des métaphores, mais que, s'ils veulent que le public les prenne au sérieux, ils ne peuvent pas aller à l'encontre de ce que nous connaissons déjà au sujet du passé. Autrement dit, il existe des « fausses inventions » et des « vraies inventions », et les cinéastes seront jugés selon la façon dont leurs efforts s'inscrivent dans l'ensemble des connaissances tirées d'autres sources. Robert A. Rosenstone, *Visions of the Past : The Challenge of Film to Our Idea of History* (Cambridge : Harvard University Press, 1995), 64-79.

8 Voir *Une Controverse qui persiste : l'exposition de la campagne de bombardement stratégique au Musée canadien de la guerre*. Rapport intérimaire du Sous-comité des Anciens combattants du Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense. Juin 2007. <<http://www.parl.gc.ca/39/1/parlbus/commbus/senate/Com-f/defe-f/rep-f/rep16jun07-f.htm>> (consulté le 23 juillet 2007).

appuient les musées, les édifices du patrimoine et les programmes d'études canadiennes ; les enjeux liés au droit d'auteur, au libre accès,⁹ à la préservation des recherches numériques et à une stratégie nationale visant la numérisation¹⁰ ; deux invitations à participer à de nouveaux partenariats, dont la première était de faire partie d'un réseau pour s'occuper de l'enseignement de l'histoire dans les écoles,¹¹ et l'autre était d'établir un programme important de prix en histoire canadienne.¹² Des demandes d'approbation de la SHC pour divers projets liés au patrimoine sont faites presque tous les jours. Bien que ces requêtes pour l'appui de la SHC ne soient pas nouvelles, elles sont de plus en plus nombreuses, plus pressantes et plus intéressantes. Le thème du congrès, « Créer des ponts : des communautés de savoir à un savoir public », est donc opportun, et il nous permet de nous pencher sur le rôle des historiens universitaires en général et de la SHC en particulier quant à la création des ponts entre les intérêts de l'histoire universitaire et ceux de l'histoire publique, qui semblent diverger au premier abord.

En reprenant le thème, je contribue à une discussion plus générale qui préoccupera presque inévitablement les présidents de la SHC dans un avenir prévisible : soit le rôle de l'histoire universitaire et des disciplines faisant partie du groupe des arts dans l'université postmoderne et dans le monde en rapide évolution du savoir, dont le moteur est Internet et ses technologies connexes. Dans son allocution présidentielle de 2001, Chad Gaffield a traité de la question dans une autre perspective, en étudiant les points de convergence entre les démarches en matière de recherches universitaires qui sont appliquées dans les arts et les sciences.¹³ Je m'intéresse à la convergence de l'histoire universitaire et de l'histoire publique.

9 La SHC est devenu un chef de file parmi les sociétés savantes quant à l'appui du libre accès pour les recherches universitaires publiées dans les revues révisées par des pairs. Selon la définition de la Fédération canadienne des sciences humaines, le libre accès est celui qui se présente « sous forme numérique, en direct et sans frais [pour] quiconque dispose d'un branchement Internet. » Voir l'énoncé de positions de la FCSH publié le 25 mars 2006 : <<http://www.fedcan.ca/francais/pdf/advocacy/OpenAccessPosition-f.pdf>> (consulté le 15 mai 2007).

10 Bibliothèque et Archives Canada, *Vers une stratégie canadienne sur l'information numérique*, <<http://www.collectionscanada.ca/scin/index-f.html>> (consulté le 28 mars 2007).

11 En novembre 2006, Ruth Sandwell, coordinatrice du réseau « History Education Network/Histoire et Éducation en Réseau (THEN/HiER) », a invité la SHC à participer à une demande de subvention de réseau auprès du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

12 Deborah Morrison, présidente et directrice générale de la Société d'histoire nationale du Canada, essaie de rehausser le profil de l'histoire canadienne en élargissant le programme de prix de la société, qui comprend le prix Pierre Berton à l'intention des auteurs et des producteurs d'histoire populaire et les Prix du Gouverneur Général pour l'excellence en enseignement de l'histoire canadienne.

13 Chad Gaffield, « Historical Thinking: C.P. Snow's Two Cultures, and a Hope for the Twenty-First Century », *Revue de la Société historique du Canada* 2001. Nouvelle série, 12 (Ottawa 2001), 3-25.

L'HISTOIRE PUBLIQUE ET LE MÉCONTENTEMENT QU'ELLE SUSCITE OU L'HISTOIRE À L'ÈRE DE WIKIPEDIA

Je résisterai à la tentation de parler plus longuement ici de la valeur de l'histoire en tant que domaine d'intérêt universitaire ou en tant que champ d'action. Je reconnais d'emblée que l'histoire, comme tout autre domaine dans les sciences humaines, est précieuse en tant que façon de comprendre le rôle des êtres humains dans le monde, et qu'elle a un rôle à jouer dans la sensibilisation de la population. Je suis d'accord avec Ken Osborne pour dire que l'enseignement de l'histoire, à l'extérieur ou à l'intérieur de la salle de classe, vise les objectifs suivants : susciter l'intérêt pour le passé et nourrir un sentiment d'appartenance à l'égard de ce qui s'est passé avant notre naissance ainsi qu'une conscience du présent dans le contexte du passé et de l'avenir ; nous présenter la nature de l'histoire en tant que domaine de recherche dirigée ; nous montrer toute la gamme de comportements humains ; présenter le portrait des êtres humains en tant qu'agents actifs dans l'évolution historique ; nous aider à comprendre la nature du pays dont nous sommes les citoyens et du monde auquel le pays appartient.¹⁴ L'histoire, tout comme la littérature, a joué un rôle central dans l'identification, l'interprétation et le partage des valeurs sur lesquelles la société civile repose. Ce genre de connaissance, à laquelle très peu de valeur est attribuée dans une société dominée par les fluctuations de la Bourse, les conflits des civilisations et les scénarios alarmistes, est importante, peut-être même essentielle, à notre bien-être en tant qu'espèce.

Histoires publiques

Avant d'aller plus loin, il faut parler brièvement de la définition de l'expression « histoire publique »,¹⁵ créée récemment, et qui a des significations multiples et floues. L'évolution de la signification de l'expression depuis un quart de siècle est soulignée dans l'article de John English intitulé « The Tradition of Public History in Canada », publié en 1983 dans *The Public Historian*. L'auteur établit un lien entre l'histoire publique et le nombre de personnes détenant un diplôme en histoire qui occupaient des postes de cadres dans la fonction publique où

14 Kenneth Osborne, « The State of History in Canadian Schools », communication présentée au congrès intitulé *Heritage, History, and Historical Consciousness: A Symposium on Public Uses of the Past*, Université du Nouveau-Brunswick, à Fredericton, du 21 au 22 octobre 2003, accessible en ligne à l'adresse suivante : <<http://atlanticportal.hil.unb.ca:8000/archive/00000027/01/osborne.pdf>> (consulté le 20 février 2007). Voir aussi Ken Osborne, « 'To the Past': Why We Need to Teach and Study History » dans *To the Past: History Education, Public Memory, and Citizenship in Canada*, éd. Ruth Sandwell (Toronto: University of Toronto Press, 2006), 103-131.

15 Robert Kelley, qui a créé un programme en histoire publique à la University of California at Santa Barbara, estime qu'il a créé l'expression « histoire publique » en 1975. Voir Constance B. Shultz, « Becoming a Public Historian » dans *Public History: Essays from the Field*, James B. Gardner et Peter S. LaPaglia, éd., éd.rév. (Malabar, FL: Kreiger Publishing Company, 2004), 31.

elles n'œuvraient pas nécessairement comme historiens.¹⁶ À l'époque, C. James Taylor, directeur du groupe professionnel de recherche historique de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada, a reproché à M. English d'avoir omis de tenir compte de la *pratique* de l'histoire dans les agences du gouvernement fédéral, notamment les archives nationales du Canada, les musées nationaux, le ministère de la Défense nationale et la Commission des lieux et des monuments historiques du Canada.¹⁷ En fin de compte, la définition de M. Taylor l'a emporté, mais l'expression histoire publique pose toujours de grands problèmes.¹⁸

La définition la plus courte et la plus commune considère l'histoire publique comme « l'histoire appliquée », mais cela ne nous aide pas beaucoup. Dans le premier manuel américain consacré au sujet, rédigé par Leslie H. Fishel, l'histoire publique a été définie comme suit : « l'adaptation et l'application des compétences et de la perspective de l'historien dans les intérêts supérieurs des entreprises publiques et privées ». [Traduction.]¹⁹ Une telle définition est elle aussi limitée. Il est intéressant de noter que Debra DeRuyver, rédactrice en chef du site Web du Public History Resource Centre, a autant de difficulté que nous à définir l'expression. Elle offre huit différentes définitions, tirées de diverses sources en ligne, et offre en fin de compte une explication de l'histoire publique qui suscitera sans doute peu d'intérêt :

L'histoire publique est...

- un ensemble de théories, de méthodes, d'hypothèses et de pratiques qui orientent l'identification, la préservation, l'interprétation et la présentation d'objets, de textes, de structures et de paysages historiques de concert avec le public et à l'intention de ce dernier ;
- un processus interactif qui lie l'historien, le public et l'objet historique ;
- l'idée que l'histoire et la mémoire historique-culturelle sont importantes quant à la façon dont les gens vivent chaque jour.²⁰

Même cette définition détaillée ne tient pas compte de toutes les applications du concept complexe et, en 2007, elle semble privilégier inutilement une histoire publique empreinte de collégialité, de collaboration et d'une orientation communautaire.

16 John English, « The Tradition of Public History in Canada », *The Public Historian*, 5, 1 (hiver 1983), 46-59.

17 C. James Taylor, « Public History in Canada », *The Public Historian*, 5, 4 (automne 1983), 5-6.

18 Une critique de l'expression « histoire publique » se trouve dans l'article de Marc Riopel intitulé « Réflexions sur l'application de l'histoire », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 57, 1 (été 2003), 5-21.

19 Barbara J. Howe et Emory L. Kemp, *Public History: An Introduction* (Malabar FL: Robert E. Kreiger Publishing, 1986), 12.

20 <http://www.publichistory.org/what_is/definition.html> (consulté le 20 février 2007).

L'HISTOIRE PUBLIQUE ET LE MÉCONTENTEMENT QU'ELLE SUSCITE OU L'HISTOIRE À L'ÈRE DE WIKIPEDIA

Au sens le plus étroit, l'expression « histoire publique » décrit une profession et une discipline universitaire. Nous qualifions maintenant d'historiens publics les gens qui travaillent à l'extérieur des universités dans les archives, les musées, les sites historiques, les sociétés historiques, les ministères, les industries privées et les divers médias. La plupart des personnes qui œuvrent dans ces domaines ont besoin des mêmes compétences que les personnes dans les universités en ce qui concerne le contenu, les théories et les méthodes de la recherche historique. L'histoire qui est présentée au public n'est pas celle qui fait l'objet de recherches et de débats dans les universités (bien qu'elle puisse être la même). Toutefois, elle s'inspire souvent des longues recherches menées dans les universités, et en présente les résultats. En fin de compte, les historiens publics et les historiens universitaires se distinguent surtout par la façon dont ils présentent leur matière et par le public qu'ils visent : les historiens universitaires font leurs recherches, rédigent leurs textes et enseignent leurs cours dans les universités, souvent pour d'autres historiens universitaires, mais pas toujours ; les historiens publics font eux aussi des recherches, rédigent des textes et enseignent, mais à l'extérieur des universités, en se servant souvent de sources autres que des textes écrits et visant souvent un public plus divers.²¹ Nous ne devrions pas, à mon avis, trop insister sur une telle distinction. Comme Craig Heron l'a avancé, certains historiens, surtout ceux qui s'intéressent à la nouvelle histoire sociale, communiquent délibérément avec le grand public, et les historiens universitaires découvrent dans la salle de classe certains des défis auxquels font face les historiens publics qui essaient de communiquer les recherches historiques à un public qui est relativement peu averti.²²

Au cours des dernières années, l'histoire publique est aussi devenue un domaine d'études. Il s'agit principalement d'un phénomène américain, qui est devenu plus cohérent pendant les années 70, au moment où les emplois devenaient plus difficiles à trouver dans les universités et l'intérêt que le public témoigne pour l'histoire a commencé à augmenter de façon incroyable dans notre société, qui est de plus en plus orientée vers les loisirs.²³ La demande de

21 David Glassberg, « Public History and the Study of Memory », *The Public Historian*, 18, 2 (printemps 1996): 7-23. Voir aussi David Lowenthal et al., « History and Memory: Roundtable Responses to David Glassberg's 'Public History and Public Memory' », *The Public Historian*, 19, 2 (printemps 1997), 31- 72. Voir aussi « The National Council on Public History: Reflections on a Twentieth Anniversary », numéro spécial de *The Public Historian*, 21, 3 (été 1999) et « L'histoire "publique" : un enjeu pour l'histoire », numéro spécial de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 57, 1 (été 2003).

22 Craig Heron, « The Labour Historian and Public History », *Labour/Le Travail*, 45 (printemps 2000), 171-97. M. Heron offre une excellente réflexion sur ses propres expériences en tant qu'historien public. Voir aussi Ken Cruikshank et Nancy Bouchier, « 'The pictures are great but the text is a bit of a downer ...': Ways of Seeing and the Challenge of Exhibiting Critical History », *Canadian Historical Review*, 80, 1 (mars 1999), 96-113.

23 Anita A. Jones, « Public History Now and Then », *The Public Historian*, 21, 3 (été 1999), 21-28.

formation de travailleuses et travailleurs culturels aptes à fournir une histoire pour la consommation du public a rapidement donné lieu à la création de programmes mettant l'accent sur le développement de diverses compétences. Bien qu'aux États-Unis il existe plus de 100 programmes d'histoire publique (et bon nombre d'autres programmes dans les domaines connexes, tels que la gestion des ressources culturelles, les études muséales et l'archivistique),²⁴ le Canada en a relativement peu. En effet, il est difficile de découvrir combien nous avons de programmes. Où chercher de tels renseignements?²⁵ Les États-Unis et l'Australie ont tous les deux une association nationale et une revue pour appuyer les études en histoire publique,²⁶ mais le Canada ne possède aucune institution de ce type.²⁷ Voilà pourquoi j'apprécie l'initiative prise en 2006 par Lyle Dick pour rétablir le groupe sur l'histoire publique en tant qu'organisme connexe de la SHC.

Les programmes d'histoire publique aux États-Unis, qui sont offerts surtout au niveau des études supérieures, visent à former des diplômés en histoire qui peuvent appliquer leurs compétences dans divers milieux. Selon Constance B. Schulz, de tels programmes se distinguent des programmes traditionnels de maîtrise ou de doctorat en histoire, car ils dépendent davantage des sources non écrites, telles que la culture matérielle et l'histoire orale, que les

24 Le Public History Resource Center dresse la liste des programmes sur son site Web à l'adresse suivante : <http://www.publichistory.org/education/where_study.asp> (consulté le 20 février 2007). La liste a été mise à jour le 15 août 2004.

25 Je remercie Del Muise, de l'Université Carleton, qui m'a aidée à dresser la liste de programmes d'histoire publique offerts au Canada. Il semble que l'Université Carleton, l'Université Concordia, l'Université de Québec à Montréal et l'Université de Western Ontario offrent actuellement de tels programmes, et que la Cape Breton University est sur le point d'en lancer un.

26 Aux États-Unis, le National Council on Public History a été fondé en 1979 et constitué en corporation en 1980. Il publie une revue triennale intitulée *The Public Historian* (lancée en 1978 grâce à une subvention de la Rockefeller Foundation), ainsi qu'un bulletin intitulé *Public History News*. Voir <<http://ncph.org/>> (consulté le 20 février 2007). Le Australian Centre for Public History a été établi en 1998, soit six ans après la première publication de *The Public History Review*. Voir <<http://www.publichistory.uts.edu.au/>> (consulté le 20 février 2007). Il est fort probable aussi qu'il faudra attendre pour voir paraître un équivalent canadien de l'étude de Ian R. Tyrrell, *Historians in Public: The Practice of American History, 1890-1970* (Chicago: University of Chicago Press, 2005).

27 Un groupe sur l'histoire publique a été formé lors de la réunion annuelle de la SHC à Hamilton, en juin 1987. Selon le compte rendu de la réunion, le groupe réunit tous ceux et celles qui font de la recherche appliquée en histoire dans les établissements publics ou privés, dans les services gouvernementaux et à leur propre compte. Le groupe comprend également les personnes qui enseignent ou qui font des recherches dans le cadre de programmes d'histoire publique. Le groupe a été actif de 1987 à 1995 (selon un courriel de Marielle Campeau, ancienne secrétaire de la SHC et gardienne de sa mémoire collective, daté du 12 juillet 2006). Il a été reconstitué en 2006, après une réunion organisée par Lyle Dick, membre du conseil de la SHC et historien à Parcs Canada.

L'HISTOIRE PUBLIQUE ET LE MÉCONTENTEMENT QU'ELLE SUSCITE OU L'HISTOIRE À L'ÈRE DE WIKIPEDIA

cours universitaires traditionnels, ils mettent l'accent sur le travail d'équipe et l'interdisciplinarité (plus d'attention est consacrée, par exemple, à l'archéologie, à l'architecture, au folklore et à la géographie), et ils insistent sur le perfectionnement professionnel (souvent dans les domaines liés au travail dans les musées, les archives ou les sites historiques). Alors que les historiens universitaires obtiennent très peu de formation officielle dans les compétences qu'il faut maîtriser pour réussir dans les universités – relatives à l'enseignement et au comportement collégial – les programmes d'histoire publique comprennent souvent des cours de communications et de gestion. Les historiens publics sont aussi de plus en plus poussés à tenir compte de l'opinion publique, car ils sont obligés d'entreprendre des négociations plus directes que la plupart des historiens universitaires, qui sont titulaires de postes permanents.²⁸ À l'avant-garde de ce que les nouvelles technologies de communication promettent à tous les historiens, ils sont sujets à « l'évaluation par les pairs » à la fois par les universitaires et par le grand public.²⁹

Tout cela pour dire qu'il existe une autre façon d'utiliser le terme « public » en conjonction avec le terme « histoire », à savoir pour décrire la mémoire individuelle et collective telle qu'elle est créée et recrée à l'extérieur des universités. Dans les universités, nous nous servons de plus en plus des termes « mémoire publique » ou « mémoire collective » pour parler des perceptions populaires du passé, afin d'éviter toute confusion avec les définitions professionnelles et appliquées de l'expression « histoire publique » dont je viens de parler. Nous commençons actuellement à comprendre que la mémoire collective, plutôt qu'une opinion générale chez les universitaires, sert de cadre fondamental pour la façon dont la plupart des gens perçoivent l'histoire. Selon l'opinion de James Wertsch, soutenue par d'autres chercheurs, la plupart d'entre nous incorporons des « modèles narratifs » à l'égard du passé qui nous aident à nous situer sur le continuum du passé, du présent et de l'avenir.³⁰ Que le modèle soit sanctionné par l'État et célébré dans les musées, par les monuments, aux sites historiques et dans les manuels de cours, ou qu'il découle de perceptions populaires léguées par les familles ou les collectivités, ou encore communiquées par divers médias populaires tels que les romans, les films, la télévision et Internet, la mémoire publique est souvent profondément enracinée et difficile

28 Shultz, « Becoming a Public Historian », 32-33, 37.

29 Paul Litt offre une réflexion perspicace sur les questions auxquelles font face les historiens publics qui essaient d'interpréter l'histoire et de la communiquer au grand public. Voir son « The Unbearable Loopyness of Being a Public Historian: Towards a Shared Conceptualization of the Practice of Public History », communication présentée le 28 mai 2007, à l'assemblée annuelle de la Société historique du Canada, à Saskatoon.

30 J. V. Wertsch, *Voices of Collective Remembering* (Cambridge: Cambridge University Press, 2002).

à déloger.³¹ Dans les pays où les régimes changent, les historiens jouent un rôle central en reformulant le discours officiel et en comparaissant devant les commissions pour la transparence, mais d'autres modèles narratifs persistent dans des « transcriptions cachées », prêts à être mis en œuvre si la possibilité se présente.³²

La perception populaire du passé entre souvent en conflit avec les revendications des historiens professionnels, que ces derniers soient universitaires ou publics. Les cas où le conflit devient l'objet de débats généraux prouvent que le passé peut susciter des émotions très profondes. D'autres façons dont les perceptions publiques du passé peuvent enrichir les débats sur l'histoire dans les universités et ont contribué à la création du secteur des études historiques appelé « études de la mémoire », encore un domaine parfois qualifié d'histoire publique, se trouvent dans les débats sur les sujets de controverse comme ceux liés au film *Prairie Giant* et aux activités du Bomber Command que j'ai déjà mentionnés. Les pressions de la mémoire publique et de la politique peuvent souvent avoir des conséquences néfastes sur les critères scientifiques, telles que le congédiement d'un conservateur ou la fermeture d'une exposition, mais ces conséquences constituent la matière même des études de la mémoire et elles peuvent souvent donner lieu à une meilleure compréhension de la question historique contestée ainsi que de la discipline même de l'histoire. L'étude de la mémoire a obligé les historiens universitaires à reconnaître que leur compte-rendu du passé représente seulement un récit parmi d'autres récits qui attirent eux aussi l'attention du public et tentent d'obtenir son approbation.³³

D'un point de vue légèrement différent, l'histoire publique, selon toutes ses définitions, rappelle l'expression « histoire populaire », qui est utilisée depuis longtemps pour distinguer les démarches adoptées dans les universités pour étudier le passé de celles qui visent à attirer un public plus général. La popularisation accrue de l'histoire préoccupe certains chercheurs. En 1996, David Lowenthal a tracé une ligne sur le sable, dans son livre intitulé *Possessed by the Past: The Heritage Crusade and the Spoils of History*, où il avance qu'il faut distinguer nettement ce qu'il considère « l'histoire » de ce qu'il considère

31 Pour une étude riche en réflexion sur les modèles narratifs parmi les jeunes du Québec, voir Jocelyn Létourneau et Sabrina Moisan, « Mémoire et récit de l'aventure historique chez les jeunes Québécois d'héritage canadien-français : coup de sonde, amorce d'analyse des résultats, questionnements », *Canadian Historical Review*, 85, 2 (juin 2004), 325-356. Voir aussi « Remembering our Past: An Examination of the Historical Memory of Young Québécois », dans Sandwell, éd., *To the Past*, 70-87.

32 Annie E. Coombes, *History after Apartheid: Visual Culture and Public Memory in a Democratic South Africa* (Durham: Duke University Press, 2003); Ksenija Bilbija et al., éd., *The Art of Truth-Telling About Authoritarian Rule* (Madison: University of Wisconsin Press, 2005).

33 David Glassberg, *Sense of History: The Place of the Past in American Life* (Amherst: University of Massachusetts Press, 2001), 9.

« le patrimoine ». ³⁴ Les propos de Lowenthal ne sont que les plus récents d'une longue série de propos du genre provenant des historiens universitaires au sujet des amateurs d'antiquités, des historiens populaires et des membres du grand public, qui adopteraient tous une attitude à l'égard de l'histoire ne satisfaisant pas aux normes universitaires de leur époque. Fait peu surprenant, il a été critiqué pour la simplicité de son analyse. Il a néanmoins touché un point sensible quand il a souligné le fait que l'accent mis sur le patrimoine déplaçait le monde de la recherche vers la construction de récits historiques visant le grand public. Dans la préface de la deuxième version de son livre — dont la publication en 1998, soit seulement deux ans après la publication initiale, témoigne du grand intérêt et des controverses répandues qu'il a provoqués — Lowenthal demeure convaincu qu'il faut maintenir la distinction entre les *buts* de l'histoire et ceux du patrimoine.

L'historien, aussi aveugle, présentiste et induit en erreur qu'il soit, cherche à communiquer un passé qui est communément connu, ouvert à l'examen et à l'étude, constamment révisé et érodé à mesure que, avec le temps et le recul, les vérités sont dépassées. La personne qui façonne le patrimoine, toute scrupuleuse qu'elle soit sur le plan de l'histoire, cherche à créer un passé qui fixera l'identité et améliorera le bien-être d'une certaine personne ou d'un certain groupe de personnes. L'histoire ne peut pas être complètement froide, car personne ne voudrait la connaître ou la communiquer ; le patrimoine ne peut complètement ignorer l'histoire qu'au risque de sembler trop incroyable pour inspirer la fidélité. Toutefois, les objectifs des deux activités, ainsi que leurs modalités de persuasion, s'opposent carrément. Pour éviter la confusion et la censure non voulue, il faut tenir compte de cette opposition. [Traduction.] ³⁵

Les tracés dans le sable sont inévitablement emportés par la marée, et l'idée de Lowenthal selon laquelle les démarches universitaires et publiques à l'égard du passé peuvent être conservées dans des contenants hermétiquement scellés ne survivra probablement pas. Dans de nombreux domaines, les vieilles dualités — public/privé ; professionnel/amateur ; universitaire/populaire — ne tiennent plus. À titre d'exemple, le domaine de la musique a créé l'expression « ProAm » qui s'applique au contexte dans lequel la musique peut être créée et distribuée par n'importe qui. Le site Web de YouTube est un autre exemple du phénomène selon lequel l'amateur prend le dessus sur le professionnel.

L'idée que tout le monde peut être historien est difficile à accepter pour ceux d'entre nous qui avons consacré une décennie ou plus à la maîtrise d'une discipline imposant des normes à ses praticiens. Selon les plus fondamentales

34 David Lowenthal, *Possessed by the Past: The Heritage Crusade and the Spoils of History* (New York: Free Press, 1996).

35 Lowenthal, *Possessed by the Past*, xi.

d'entre elles, l'historien doit aborder la dimension temporelle de façon responsable, l'analyse historique doit se conformer aux règles en matière de preuve, le chercheur doit tenir compte de ses propres partis pris quand il fait ses recherches, et il faut situer les événements du passé dans leur contexte. Bien que nous ne puissions jamais empêcher l'emploi de l'histoire qui ne se conforme pas à ces normes, même — peut-être surtout — dans les universités, nous avons été remarquablement négligents dans nos efforts pour communiquer au grand public notre idée de ce que constitue la « bonne » histoire. Nos soucis à l'égard des écoles publiques qui engagent le plus souvent du personnel enseignant sans formation pour enseigner des cours d'histoire, ou à l'égard des gens qui produisent des films historiques sans l'intervention des historiens qualifiés, ne sert qu'à souligner l'écart qui existe parfois entre les démarches publiques et universitaires en ce qui concerne le passé. Nous sommes aussi inquiets du fait que, selon des études effectuées aux États-Unis et en Australie, la plupart des gens se fient davantage aux objets et aux témoins qu'aux autres sources du savoir historique.³⁶ Les historiens universitaires n'hésitent pas à signaler que les objets ne parlent pas pour eux-mêmes et que le simple fait d'assister à un événement n'est pas suffisant pour transformer une personne en une source fiable de renseignements. Ces mêmes études avancent que la plupart des gens s'intéressent plus à l'histoire de leur famille ou de leur groupe culturel qu'à l'histoire de leur pays, ce qui ne plaira pas à ceux qui accordent une valeur suprême à l'histoire politique nationale.

Dans un contexte où l'histoire est de plus en plus un produit et un spectacle, les historiens universitaires doivent entamer un dialogue avec le public au sujet des emplois et des abus du passé. La conversation n'est pas toujours agréable, mais il s'agit d'une obligation pour les érudits d'une société démocratique qui ont le privilège de travailler dans le domaine des connaissances et des idées. Comme l'ancien président de la SHC, Jean-Claude Robert a dit d'une manière convaincante en 2003, il nous incombe, en tant que professeurs d'université, d'être aussi des intellectuels publics.³⁷ Nous avons depuis trop

36 Roy Rosenzweig et David Thelen, *The Presence of the Past: Popular Uses of History in American Life* (New York: Columbia University Press, 1998) ; Paula Hamilton et Paul Ashton, éd., « Australians and the Past: A National Survey », *Australian Cultural History* (numéro spécial), 22 (2003). Jocelyn Létourneau, historien à l'Université Laval, est actuellement chercheur en chef d'un projet collaboratif entre la collectivité et l'université (*Les Canadiens et leurs passés*), qui emboîte le pas de projets similaires aux États-Unis et en Australie et réalise, entre autres, un sondage téléphonique pour étudier les rapports que les gens du Canada entretiennent avec le passé. Voir <<http://www.canadiansandtheirpasts.ca>> (consulté le 12 avril 2007).

37 Jean-Claude Robert, « L'historien et les médias », *Revue d'histoire de l'Amérique française* 57, 1 (été 2003), 57-69. La même idée a été présentée de façon convaincante par Robert Weible, président du National Council on Public History de 2005 à 2006, dans son article intitulé « The Blind Man and his Dog: The Public and its Historians », *The Public Historian*, 28, 4 (novembre 2006), 8-17.

L'HISTOIRE PUBLIQUE ET LE MÉCONTENTEMENT QU'ELLE SUSCITE OU L'HISTOIRE À L'ÈRE DE WIKIPEDIA

longtemps tenté de perfectionner notre professionnalisme sans nous impliquer suffisamment dans le monde plus vaste, où bon nombre de gens sont curieux de connaître le passé et ont une passion pour les recherches historiques qui égale la nôtre. Pourquoi le fait d'être généalogiste, historien amateur ou encore amateur d'antiquité (« antiquarian »), comme les historiens les appellent avec mépris, serait-il sans valeur? Il est certain que nous travaillons tous dans le même coin du vignoble du savoir et que nous pouvons beaucoup apprendre les uns des autres. L'historien américain Carl Becker a souligné la même idée d'une façon légèrement différente dans un article qui a été cité très souvent, intitulé « Everyman His Own Historian », publié en 1932.³⁸ Selon lui, les historiens universitaires doivent adapter leurs connaissances aux exigences du présent au lieu de cultiver ce qu'il appelle « une espèce d'arrogance sèche et professionnelle dans le sol pauvre des recherches antiquaires ». [Traduction.] Touché!

L'histoire publique au Canada

Ce que nous appelons actuellement l'histoire publique a précédé l'histoire universitaire au Canada, et la distinction entre les deux n'existe que depuis peu de temps. Qui plus est, la distinction entre les deux n'a jamais été claire. Comme dans d'autres pays du monde occidental, le Canada a commencé à porter un intérêt accru aux recherches historiques au moment où des identités culturelles et nationales, qui se sont inspirées du passé, ont vu le jour. L'établissement des sociétés historiques, la collection de documents primaires, la publication de récits historiques, l'enthousiasme à l'égard de la commémoration, et la communication orale entre les générations au sujet du passé, ont tous été bien établis en Amérique du Nord britannique dès avant la Confédération.³⁹ Après 1867, l'intérêt pour le passé a fleuri. Carl Berger signale qu'après son établissement en 1882, la Société royale du Canada et ses organismes connexes sont devenus des débouchés importants pour « l'enthousiasme pour la compréhension du passé, et les sections littéraires des *Transactions* en français et en anglais [ont été] surtout consacrées aux études historiques. » [Traduction.] Deux tiers des 36 organismes associés à la Société royale en 1900, étaient de nature historique et ils comprenaient un groupe des Six Nations ainsi que deux sociétés de femmes.⁴⁰ Entretemps, le gouvernement fédéral a suivi l'exemple

38 Carl Becker, « Everyman His Own Historian », *American Historical Review*, 37 (janvier 1932), 221-236.

39 Voir, à titre d'exemple, Alan Gordon, *Making Public Pasts: The Contested Terrain of Montreal's Public Memories, 1891-1930* (Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press, 2001), 4^e chapitre. Voir aussi M. Brook Taylor, *Promoters, Patriots, and Partisans: Historiography in Nineteenth-Century English Canada* (Toronto: Toronto University Press, 1989).

40 Carl Berger, *Honour and the Search for Influence: A History of the Royal Society of Canada* (Toronto: University of Toronto Press, 1996), 26-27.

de la Grande Bretagne et des États-Unis en créant des établissements au financement public qui se consacraient à la préservation et à la présentation de l'histoire de la nation, y compris les Archives nationales du Canada (1872),⁴¹ le Musée national (1907), la Commission des lieux et monuments historiques du Canada (1919), le Musée canadien de la guerre (1942) et la Bibliothèque nationale (1953). Bon nombre de ces initiatives ont trouvé leurs origines dans des organisations communautaires et professionnelles telles que la Société royale du Canada et la Historical Landmarks Association of Canada (1907). De fait, la SHC est elle-même née de la Historical Landmarks Association, qui a aussi donné naissance à la Commission des lieux et monuments historiques du Canada.⁴²

Au moment de l'établissement de la SHC en 1922, moins d'un septième des membres étaient des historiens ou des archivistes universitaires.⁴³ L'histoire de la professionnalisation graduelle de l'histoire universitaire et de la SHC a été bien racontée par Carl Berger, Ronald Rudin et Donald Wright, entre autres, et je ne la reprendrai pas ici.⁴⁴ Au cours des dernières années, le travail accompli par des historiens à l'extérieur des universités a commencé à attirer une attention bien méritée de la part des universitaires, surtout dans le cas du recueil d'essais sur les historiennes édité par Beverly Boutilier et Alison Prentice⁴⁵ et de celui des études d'histoire orale, en particulier relativement aux idées des Autochtones à l'égard du passé.⁴⁶ Les recherches sur les commémorations publiques, la mémoire historique et l'enseignement de l'histoire ont aussi beaucoup contribué à notre compréhension de la façon dont les idées officielles et populaires sur le passé sont créées.⁴⁷ Pour bon nombre d'entre nous,

41 Danielle Lacasse et Antonio Lechasseur, *Les Archives nationales du Canada 1872-1997*, Brochures historiques de la Société historique du Canada, 58 (Ottawa: 1997).

42 C. J. Taylor, *Negotiating the Past: The Making of Canada's National Historic Parks and Sites* (Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press, 1990).

43 Berger, *Honour and the Search for Influence*, 32.

44 Carl Berger, *The Writing of Canadian History: Aspects of English-Canadian Historical Writing since 1900*, 2^e éd. (Toronto: University of Toronto Press, 1986); Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Quebec* (Toronto: University of Toronto Press, 1997); Donald Wright, *The Professionalization of History in English Canada* (Toronto: University of Toronto, 2005).

45 Beverly Boutilier et Alison Prentice, éd., *Creating Historical Memory: English-Canadian Women and the Work of History* (Vancouver: University of British Columbia Press, 1997).

46 Voir, à titre d'exemple, Julie Cruikshank, *Life Lived like a Story* (Vancouver: University of British Columbia Press, 1992).

47 En plus des ouvrages d'Alan Gordon et de Ruth Sandwell cités ci-dessus, voir Ian McKay, *The Quest of the Folk: Antimodernism and Cultural Selection in Twentieth-Century Nova Scotia* (Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press, 1994); Jonathan Vance, *Death So Noble: Memory, Meaning, and the First World War* (Vancouver: University of British Columbia Press, 1997); H.V. Nelles, *The Art of Nation-Building: Pageantry and Spectacle at Quebec's Tercentenary* (Toronto: University of Toronto Press, 1999); Jocelyn Létourneau,

l'accent qui a été mis récemment sur « la conscience historique »⁴⁸ et la mémoire collective offre un peu de paix après les batailles au sujet des programmes d'études en histoire qui ont préoccupé la profession pendant les années 90 au Canada et ailleurs.

Au cours des années après son établissement, les historiens universitaires ont prédominé de plus en plus dans la SHC, mais la société a continué de croire que son mandat visait un plus grand public. La première mesure importante prise par la SHC dans le domaine de l'histoire publique a été le lancement en 1953 de la série de Brochures historiques, dont le premier numéro était la brochure de C.P. Stacey intitulée *The Undefended Border: The Myth and the Reality* / *La Frontière sans défense : le mythe et la réalité*. Jusqu'ici, la société a publié quelque 64 brochures bilingues, en anglais et en français. L'initiative a été un franc succès, ayant « pour objectif de fournir au public, aux instituteurs, aux professeurs d'histoire et aux historiens de courtes études sur quelques problèmes particuliers de l'histoire du Canada ». Selon les statistiques fournies par Marielle Campeau, une bénévole de longue date, la SHC a vendu près de 1,3 million de brochures depuis 56 ans. Celle qui vient au premier rang pour ce qui est du plus grand nombre d'exemplaires vendus est celle de G.F.G. Stanley intitulée *Louis Riel: Patriot or Rebel?* / *Louis Riel : patriote ou rebelle?*, dont 67 077 exemplaires de la version anglaise ont été vendus et 18 917 de la

Passer à l'avenir : Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui (Montréal: Boréal, 2000), publié en anglais sous le titre *A History for the Future: Rewriting Memory and Identity in Quebec* (Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press, 2004) ; Colin Coates et Cecilia Morgan, *Heroines and History: Representations of Madeleine de Verchères and Laura Secord*. (Toronto: University of Toronto Press, 2001); K. T. Carlson, *The Power of Place, the Problem of Time: A Study of History and Aboriginal Collective Identity* (Vancouver: University of British Columbia Press, 2003); Ronald Rudin, *Founding Fathers: The Celebration of Champlain and Laval in the Streets of Quebec, 1878-1908* (Toronto: University of Toronto Press, 2003). Pour ce qui est de l'enseignement de l'histoire, voir deux livres de Kenneth Osborne, *Education: A guide to the Canadian school debate, or, who wants what and why?* (Toronto: Penguin, 1999) et *In Defence of History: Teaching the past and the meaning of democratic citizenship* (Toronto: Our Schools/Our Selves Education Foundation, 1995); ainsi que son article intitulé « 'Our History Syllabus Has us Gasping': History in Canadian Schools—Past, Present, and Future », *Canadian Historical Review* 81, 3 (septembre 2000), 405-435. Voir aussi Bob Davis, *Whatever Happened to High School History? Burying the Political Memory of Youth: Ontario, 1945-1995* (Toronto: Lorimer, 1995).

- 48 Pour ce qui est de la « conscience historique », voir Peter Seixas, éd., *Theorizing Historical Consciousness* (Toronto: University of Toronto Press, 2004). Voir aussi Pierre Nora, éd., *Realms of Memory: The Construction of the French Past, Vol 2 : Traditions*, trad. Arthur Goldhammer (New York: Columbia University Press, 1996). Des réflexions utiles sur l'enseignement de l'histoire se trouvent dans Peter N. Stearns, Peter Seixas, et Sam Wineburg, éd., *Knowing, Teaching and Learning History: National and International Perspectives* (New York: New York University Press, 2000) ainsi que dans Sam Wineburg, *Historical Thinking and Other Unnatural Acts: Charting the Future of Teaching the Past* (Philadelphia: Temple University Press, 2001).

version française, depuis sa publication en 1954. La brochure de Guy Frégault intitulée *Canadian Society in the French Regime / La Société canadienne sous le régime français* (1954) vient au deuxième rang, 43 307 exemplaires de la version française étant vendus ainsi que 28 927 de la version anglaise, et celle de Marcel Trudel intitulée *The Seigneurial Regime / Le régime seigneurial* (1956) vient au troisième rang, 45 668 exemplaires de la version anglaise étant vendus et 25 669 de la version française.⁴⁹

En tout, le nombre de Brochures historiques qui ont été vendues est de loin supérieur au nombre de brochures vendues dans la série sur les groupes ethniques. Cette dernière série a été lancée en 1982 grâce au financement du secrétaire d'État au Multiculturalisme.⁵⁰ Des 40 brochures qui sont prévues dans cette série, 31 ont déjà été publiées. En février 2007, les brochures des deux séries ont été affichées en ligne, grâce à une subvention du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et à l'assistance de Bibliothèque et Archives Canada.⁵¹ Bien qu'il soit encore trop tôt pour le dire, il est probable que la série de brochures sur les groupes ethniques sera souvent consultée dans Internet à mesure que les gens qui font des recherches en généalogie et en culture découvrent ces résumés utiles au sujet des peuples hétérogènes du Canada.

Les brochures visent un public général, surtout dans le contexte de cours d'histoire donnés à l'école secondaire ou dans les programmes de premier cycle à l'université. À titre d'exemple, en 2004, la SHC a rempli 184 demandes de brochures. De ces demandes, 35 % venaient de librairies universitaires, soit 65 demandes ; 28 % venaient de particuliers, soit 52 demandes ; 21 % venaient d'établissements, de collèges et d'écoles secondaires, soit 37 demandes ; 16 % venaient de bibliothèques publiques, soit 30 demandes. Compte tenu de la subvention de 20 000 \$ du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour l'achat de brochures en vue de la distribution à l'étranger, la SHC a reçu plus de 16 000 \$ provenant de la vente de brochures en 2004.⁵² Le nombre de ventes de brochures a diminué depuis deux ans, passant de 11 000 environ en 2005 à 2 509 en 2006, pour des raisons qui sont liées, à mon avis, à la

49 Il faut signaler deux choses ici : tout d'abord, la vente des versions françaises des brochures constitue environ le quart de toutes les ventes, ce qui est à peu près la proportion de la population canadienne qui est francophone ; deuxièmement, cinq des dix brochures les plus vendues portent sur l'histoire du Québec. Courriel de Marielle Campeau, le 22 février 2007 ; pièce jointe datée du 19 février 2007.

50 Entre 1999 et 2003, par exemple, la SHC a vendu 15 551 exemplaires des versions anglaises des brochures de la série générale ainsi que 7 346 exemplaires des versions françaises. Quant à la série de brochures sur les groupes ethniques, 7 030 exemplaires des versions anglaises ont été vendus ainsi que 1 669 exemplaires des versions françaises. Les chiffres sont fournis par Marielle Campeau.

51 Voir <<http://www.collectionscanada.ca/cha-shc/index-f.html>> (consulté le 15 mai 2007).

52 Courriel de Marielle Campeau daté du 2 février 2005.

L'HISTOIRE PUBLIQUE ET LE MÉCONTENTEMENT QU'ELLE SUSCITE OU L'HISTOIRE À L'ÈRE DE WIKIPEDIA

disponibilité de nouvelles ressources pour les cours d'histoire à l'école secondaire et à l'université, ainsi que le départ à la retraite d'une génération d'enseignants qui utilisaient ces brefs récits comme outil pédagogique.⁵³ En 2006, le conseil de la SHC a décidé de suspendre la publication des brochures dans la série de Brochures historiques, tout en poursuivant le développement d'une série de livrets et d'une deuxième série de la Revue de la Société historique du Canada qui seraient accessibles uniquement en ligne. Les deux types de publication traitent de sujets historiographiques qui intéressent surtout les historiens universitaires. Ces décisions seront sans doute considérées comme des mesures qui limitent le public de la SHC, mais nous ne devrions peut-être pas nous en inquiéter. Le domaine de l'histoire canadienne a connu une grande évolution depuis le lancement de la série de Brochures historiques il y a plus d'un demi-siècle.

En outre, *The Beaver*, publié par la Société d'histoire nationale du Canada (SHNC), établie en 1994, a assumé le rôle de diffusion au grand public anglophone du Canada des renseignements sur le passé du pays.⁵⁴ Compte tenu de ses 42 000 abonnés ainsi que du nombre de numéros vendus dans les kiosques de journaux, il remplit peut-être mieux que les livrets de la SHC une telle fonction. *The Beaver* vise aussi un autre public, s'adressant à des personnes beaucoup plus âgées que les élèves d'école secondaire et les étudiants d'université visés par les livrets.⁵⁵ Afin d'atteindre un plus grand public encore, la SHNC a aussi lancé *Kayak*, un magazine d'histoire à l'intention des enfants âgés de 7 à 11 ans, ainsi que le site Web intitulé *Le commerce de la fourrure*, qui constitue une ressource pédagogique électronique basée sur les documents de la Compagnie de la Baie d'Hudson.⁵⁶ Contrairement aux livrets, qui sont rédigés par des historiens universitaires, les articles qui paraissent dans *The Beaver* et *Kayak* sont le plus souvent rédigés par des historiens non universitaires. Toutefois, des historiens universitaires siègent au conseil de direction de la SHNC,⁵⁷ et ils travaillent de

53 Fait intéressant, la première brochure et la quatrième brochure de la série, à savoir la brochure de C.P. Stacey intitulée *La Frontière sans défense* (1953) et celle de W.S. MacNutt intitulée *L'émergence des provinces maritimes* (1955) ont été parmi les plus vendues, ainsi que deux publications récentes : celle de David MacKenzie intitulée *La Peur du communisme au Canada, 1945-1957* (2001) et celle de Jacques Bernier intitulée *Maladies, médecine et société au Canada : Aperçu historique* (2003).

54 <<http://www.societehistoire.ca/index.asp>> (consulté à plusieurs reprises en février et en mars 2007).

55 PRA Inc., sondage des abonnés 2006, préparé pour *The Beaver*, ébauche (le 9 août 2006), 4. Selon le sondage, l'abonné typique est un homme de 66 ans qui est à la retraite, mais le profil est faussé par le fait que les abonnements sont souvent adressés au chef du ménage.

56 <<http://www.furtradestories.ca/french.html>> (consulté le 15 mai 2007).

57 Les personnes suivantes ont fait partie du comité des publications de la SHNC depuis 2000 : Joanne Burgess, René Durocher, Fernand Harvey, Charlotte Gray, Jacques Lacoursière, Paul-André Linteau, Tina Loo, Doug Oram, Mark Starowitz, Bill Waiser, Brian Young et moi-même. Catherine Carstairs et moi lisons le texte du *Kayak* pour en assurer l'exactitude et l'équilibre.

concert avec des historiens publics à aider les rédacteurs à trouver des histoires opportunes et des auteurs savants. Ayant lu l'ensemble des numéros de *The Beaver* qui ont été publiés depuis trois ans ainsi que tous les numéros de *Kayak* depuis son lancement en 2004, je peux confirmer que, en général, les articles sont corrects et lisibles et qu'ils sont le fruit non seulement d'un travail minutieux de la part des auteurs, mais aussi d'un travail de rédaction assidu. Même si j'entends parfois dans le bureau de la SHNC les gens se plaindre que les historiens universitaires ne sont pas de bons auteurs, je suis d'accord avec ma collègue du conseil, Charlotte Gray, pour dire qu'il y a de bons et de mauvais auteurs dans les universités comme à l'extérieur.⁵⁸

De nouveaux organismes ont fait du bien meilleur travail que la SHC lorsqu'il s'est agi de communiquer avec les enseignants. En 1972, dans son allocation présidentielle, Ivo Lambi a lancé un appel pour qu'une plus grande attention soit prêtée à l'enseignement de l'histoire dans les écoles. Lorsque j'ai fait partie du conseil à la fin des années 70, Terry Brennan, qui était lui-même un enseignant à l'école secondaire, jouait un rôle actif dans le comité sur l'enseignement de l'histoire. Le dossier a été oublié lorsque Terry a quitté le conseil, mais il a été repris en 1994, lorsque la publication d'un bulletin à l'intention des écoles a été prévue. Toutefois, un seul numéro a été publié au printemps 1995.⁵⁹ Je pense que les enseignants de l'histoire, au moins dans le Canada anglophone,⁶⁰ s'intéressent plus à *Historica*, qui a été établi en 1999. Inspiré du travail de la Fondation CRB, établie en 1986, *Historica* offre aux enseignants surmenés une vaste gamme d'outils pédagogiques, et possède beaucoup plus de ressources financières que la SHC, même dans son état actuel de restriction financière. Les universitaires aiment se plaindre des Minutes du Patrimoine — maintenant appelées Minutes *Historica* —, et il est vrai que le genre est assez limité, mais elles accomplissent leur objectif, et elles ont profité de l'apport des historiens universitaires, notamment de John Thompson et de Jean-Claude Robert, qui ont été experts-conseils pour la série.

En 1993, la Fondation CRB a établi un comité d'experts universitaires, composé notamment de plusieurs présidents de la SHC — anciens, courant et futurs —, qui s'est penché sur le contenu et la valeur des Minutes du Patrimoine. Notre évaluation globale a été très positive. Si je me souviens bien, nous avons exprimé l'opinion que la minute sur Frontenac était trop axée sur le présent, avons signalé que les femmes étaient le plus souvent représentées dans une condition de stress et de faiblesse et avons signalé le peu d'attention portée

58 Conversation avec Charlotte Gray, le 9 mars 2007.

59 Détails fournis par Marielle Campeau, le 9 février 2007.

60 En 2006, les médias francophones du Québec ont critiqué *Historica* quant à son parrainage, ses objectifs et ses méthodes, et les universitaires francophones hésitent souvent à associer leur nom à l'organisation. Voir Alexandre Lanoix, « La fondation *Historica*, l'enseignement de l'histoire et le nation building », *Le Devoir*, le 8 mai 2006, A7.

L'HISTOIRE PUBLIQUE ET LE MÉCONTENTEMENT QU'ELLE SUSCITE OU L'HISTOIRE À L'ÈRE DE WIKIPEDIA

à l'histoire du travail. Cependant, en gros, nous étions satisfaits du fait que les Minutes du Patrimoine attiraient une attention envers l'histoire du Canada qui était bienvenue, et nous avons approuvé la continuation de la diffusion des Minutes à la télévision et dans les salles de cinéma.

On a également demandé au comité si la Fondation CRB devait commencer à développer des ressources pédagogiques pour le personnel enseignant des écoles. Le comité des universitaires a dit « non », comme il fallait s'y attendre. Nous avons soutenu qu'une telle mesure serait illogique dans un pays où le programme scolaire varie beaucoup d'une province ou d'un territoire à l'autre. Comme il fallait s'y attendre aussi, nos conseils n'ont pas été suivis, car, quelques années plus tard, Historica a fait son apparence dans les écoles, où la Fondation avait déjà en place les programmes des Fêtes célébrant le patrimoine, InterJeunes et des Écoles pour enseignants. *L'Encyclopédie canadienne* est la pièce maîtresse de son site Web avancé.⁶¹ Bien que les InterJeunes et les écoles pour enseignants aient récemment été annulés, Historica continue de lancer de nouvelles initiatives, notamment le projet ambitieux intitulé Repères de la réflexion historique, sous l'égide de Peter Seixas, qui vise à encourager le personnel enseignant à faire des efforts explicites pour présenter la pensée historique dans la salle de classe.⁶²

L'Institut du Dominion, établi en 1997, met aussi l'accent sur l'histoire en vertu de sa mission d'améliorer, de favoriser et de maintenir la citoyenneté canadienne. Mieux connu en raison des sondages que l'organisme organise auprès des Canadiens en vue de mesurer leurs connaissances de l'histoire canadienne, l'Institut du Dominion travaille aussi en collaboration avec les écoles dans le cadre de son Projet Mémoire, entre autres. En vertu de ce programme, des anciens combattants canadiens visitent des salles de classe pour parler de leurs expériences de la guerre. L'institut tient en outre un concours de rédaction pour Autochtones, qui offre des prix monétaires pour des essais sur le patrimoine autochtone.⁶³ Compte tenu de telles initiatives, auxquelles il faut ajouter des sites Web comme celui qui porte sur les Grands mystères de l'histoire canadienne⁶⁴ et des chaînes de télévision telles que The History Channel en anglais et Historia en français, il est peu surprenant que les brochures de la SHC soient devenues moins populaires qu'auparavant dans la salle de classe.

61 <<http://www.histori.ca>>

62 <<http://www.histori.ca/benchmarks>> (consulté le 15 mai 2007). Voir aussi Peter Seixas, « What is Historical Consciousness? » dans Sandwell, éd., *To the Past*, 3-10. Dans le cadre des repères, la pensée historique repose sur des aspects tels que les suivants : les preuves ; la signification ; la continuité et l'évolution ; les progrès et le déclin ; l'empathie et la perspective ; le jugement moral ; l'influence.

63 <<http://www.dominion.ca>> (consulté le 15 mars 2007).

64 <<http://www.canadianmysteries.ca>> (consulté le 15 mars 2007).

Selon certains historiens universitaires, la SHC a abandonné la partie en permettant aux nouveaux venus de devenir l'image publique de l'histoire canadienne. Une telle perspective ne tient pas compte du fait que la SHC représente, en théorie du moins, tous les historiens universitaires, et non seulement les historiens du Canada. De plus, même si la plupart de nos membres appartiennent à ce groupe limité, il est difficile de voir comment la SHC aurait pu réussir comme la Société d'histoire nationale du Canada, l'Institut du Dominion ou *Historica*, surtout en ce qui concerne l'obtention de financement par des entreprises et par divers paliers de gouvernement. Bien que la SHC puisse souhaiter obtenir quelques miettes qui tombent des tables commerciale et fédérale entre les mains de ces trois grands organismes historiques, je doute que nous soyons jamais capables de trouver l'énergie pour faire les pressions nécessaires ou, en fait, que nous voulions gérer de telles activités, auxquelles il faut consacrer énormément de temps. Il vaut mieux que nous, en tant qu'historiens individuels et en tant que membres de la SHC, offrions des conseils quand on nous demande notre avis, on encore des critiques quand il le faut et que nous formions des partenariats avec de tels groupes afin d'atteindre des objectifs communs.

Encore une fois, il faut signaler que la formation de partenariats, universitaires ou autres, est un travail long et souvent difficile. Au cours des derniers mois, j'ai entendu Patrick Watson critiquer un chercheur invité qui avait fait une présentation PowerPoint, j'ai pris connaissance du fait que Laurier LaPierre s'en prenait aux historiens universitaires qui, selon lui, essayaient de prendre le contrôle de *Historica*, et j'ai entendu un si grand nombre d'observations insensibles à la politique que je suis continuellement fâchée.⁶⁵ L'historien universitaire du 21^e siècle se retrouve sur le front des batailles au sujet de la vérité, de l'identité, de la légitimité et du sentiment d'avoir droit à quelque chose. Notre position est dangereuse, mais elle est préférable à la tour d'ivoire. En effet, comme dans le cas d'autres problèmes de notre époque tels que le réchauffement de la planète et le terrorisme, il est impossible de se cacher. Se cacher n'est pas une possibilité à l'ère d'Internet.

Internet

Depuis plus d'une décennie, les nouvelles technologies de la communication ont servi de cadre dans lequel le conseil de la SHC a pris ses décisions quant à ses initiatives les plus importantes. Sous l'égide de José Igartua, qui a fait

65 Selon la pratique d'Ellen Dubois et d'Alison Prentice, j'emploie dans la version anglaise de la présente communication l'expression « politically conscious » plutôt que celle de « politically correct », dont la signification est maintenant limitée et péjorative, afin de souligner le besoin de reconnaître les inéquités et les injustices du passé et de nos jours. Voir Alison Prentice « Bluestockings, Feminists, or Women Workers? A Preliminary Look at Women's Early Employment at the University of Toronto », *Revue de la Société historique du Canada*, Nouvelle série, 2 (1991), 260.

L'HISTOIRE PUBLIQUE ET LE MÉCONTENTEMENT QU'ELLE SUSCITE OU L'HISTOIRE À L'ÈRE DE WIKIPEDIA

partie du conseil de la SHC de 1997 à 2000, la SHC a créé un site Web, a affiché ses allocutions présidentielles et a lancé un projet ambitieux en partenariat avec Chinook Multimedia visant à créer un Portail vers l'histoire canadienne. Le Portail vers l'histoire canadienne, qui a pour objectif de dresser un catalogue annoté des sites Web sur l'histoire canadienne, a reçu une subvention de 381 418 \$ du Bureau du Canada pour le millénaire ainsi qu'une somme de 37 000 \$ du ministère du Patrimoine canadien. Fondé sur les pratiques d'intégrité des recherches et d'évaluation critique, le projet s'est effondré, en fin de compte, sous son propre poids. Précisément au même moment, dans un monde parallèle, une nouvelle modalité de collaboration en ligne voyait le jour sous la forme de Google et de *Wikipedia*. Les deux initiatives allaient contribuer à transformer la manière dont certains historiens, ainsi que la plupart de nos étudiants, font leurs recherches.

La révolution numérique est effectivement transformatrice, même si ses répercussions ne sont pas aussi importantes que les mordus de la technologie avaient initialement prédit. En un peu plus d'une décennie, Internet a déhiérarchisé les idées des compétences spécialisées de même que bon nombre de conventions auxquelles les historiens professionnels tiennent, telles que l'évaluation par les pairs, le droit d'auteur et même la propriété intellectuelle. Internet a aussi inspiré la création de nouvelles modalités de collaboration, de nouvelles tribunes pour les débats et de nouvelles façons de recueillir les données sur le passé. Internet joue actuellement le rôle le plus important pour ce qui est d'effacer la ligne qui sépare l'histoire universitaire de l'histoire publique. Contrairement à la publication traditionnelle et à la télévision, l'entrée d'Internet n'est gardée par personne, et son usage est relativement peu dispendieux. Le nouveau moyen de communication a donné voix aux historiens amateurs, qui ont été plus prêts que les historiens universitaires à explorer ses possibilités.

Même si les sceptiques en matière de nouvelles technologies ne se lassent pas de nous rappeler qu'Internet menace d'inonder le cyberspace de renseignements qui ne sont ni fiables ni stables et qui sont créés par des personnes sans titres scolaires,⁶⁶ dans leur livre intitulé *Digital History*, Daniel J. Cohen et Roy Rosenzweig nous exhortent à afficher plus de courage.⁶⁷ Selon eux, la promesse des nouvelles technologies de la communication est beaucoup plus importante que leurs dangers. Qui voudrait atténuer les possibilités de recherches au moyen

66 De nombreuses critiques du genre se trouvent dans les départements d'histoire canadiens, et elles répètent les arguments présentés dans le livre de David Noble intitulé *Digital Diploma Mills: The Automation of Higher Education* (New York: Monthly Review Press, 2001).

67 Daniel J. Cohen et Roy Rosenzweig, *Digital History: A Guide to Gathering, Preserving, and Presenting the Past on the Web* (Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2006), 1-17. Pour être bien de l'époque, l'article a été affiché d'abord en forme numérique avant d'être publié en forme imprimée. Voir <<http://chnm.gmu.edu/digitalhistory/>> (consulté le 15 mars 2007).

de plateformes fédérées de toutes les sources primaires et secondaires liées à nos intérêts, importants et moins importants, de former des partenariats avec d'autres chercheurs qui ont les mêmes intérêts — qu'ils soient universitaires ou autres —, dans le monde numérique, ou d'accorder à tout le monde le droit de créer les connaissances et d'y avoir accès? La vision est belle, et c'est une vision à laquelle prêtent une attention particulière la SHC et ses établissements associés, notamment la Fédération canadienne des sciences humaines, Bibliothèque et Archives Canada et le Conseil de recherches en sciences humaines.⁶⁸ Malheureusement, le Canada n'a pas d'établissement comme le Center for History and New Media de la George Mason University. Non seulement le centre aide-t-il les historiens à étudier les questions liées au fossé qui les sépare du monde numérique, mais il contribue à souligner les possibilités d'Internet en matière de création de nouveaux moyens de faire les recherches. À titre d'exemple, dans le cadre d'une démarche extraordinaire dans le domaine de l'histoire publique par rapport aux événements du 11 septembre 2001, le centre a recueilli quelque 2 000 courriels racontant les expériences de la tragédie, ainsi que des photographies, des affiches et des enregistrements vidéo et sonores.⁶⁹

Comme mes étudiants, j'ai pris l'habitude de consulter Internet d'abord quand je veux trouver des réponses à mes questions et, presque toujours, *Wikipedia* (<<http://wikipedia.org>>) est l'un des premiers sites qui figurent sur la liste de mes sources éventuelles. *Wikipedia* m'a prise au dépourvu il y a un an lorsque Rebecca Colborne, qui fait des traductions vers le français pour moi, a corrigé une erreur dans mon texte en me renvoyant à cette source en ligne. Presque simultanément, Roy Rosenzweig a publié un article dans le numéro de juin 2006 de la revue intitulée *Journal of American History*, dans lequel il s'est penché sur le moyen de faire des recherches en consultant *Wikipedia* et les incidences possibles pour les historiens universitaires.⁷⁰ Sa conclusion, selon laquelle *Wikipedia* est, grosso modo, aussi fiable que *Encyclopaedia Britannica* dans les domaines qu'il a examinés et beaucoup plus facile à corriger lorsque les erreurs se produisent, m'a fait réexaminer mon

68 Les résultats d'une initiative préliminaire du CRSH qui visait à établir le portrait des nouvelles technologies au Canada et à favoriser l'application de ces dernières dans les sciences humaines se trouvent dans Raymond Seimens et David Moorman, éd., *Mind Technologies: Humanities Computing and the Canadian Academic Community* (Calgary: University of Calgary Press, 2006). Voir aussi Susan Schreibman, Ray Seimens et John Unsworth, éd., *A Companion to Digital Humanities* (Malden, MA: Blackwell Publishing, 2004).

69 James J. Sparrow, « On the Web: The September 11 Digital Archive », dans *Public History: Essays from the Field*, Gardner et Paglia, éd., 397-415. Internet comprend une gamme extraordinaire de sources primaires, et la création de meilleures méthodes pour les trouver est un défi lancé aux historiens. Voir Debra DeRuyver et Jennifer Evans, « Digital Junction », *American Quarterly* (2006), 943-980.

70 Roy Rosenzweig, « Can History be Open Source? *Wikipedia* and the Future of the Past », *The Journal of American History* (juin 2006), 117-146.

L'HISTOIRE PUBLIQUE ET LE MÉCONTENTEMENT QU'ELLE SUSCITE OU L'HISTOIRE À L'ÈRE DE WIKIPEDIA

attitude dédaigneuse envers de telles ressources en ligne. Entretemps, des articles commençaient à paraître dans des journaux canadiens et dans le magazine *Time* au sujet du travail de Simon Pulsifer, un homme né à Halifax qui contribue à *Wikipedia*, et qui, à l'époque, avait rédigé près de 3 000 articles et 78 000 inscriptions rédactionnelles.⁷¹ Simon est le fils de Cameron Pulsifer, historien au Musée canadien de la guerre, qui a suivi en même temps que moi les cours rigoureux du programme spécialisé en histoire à l'Université Acadia dans les années 60. Son fils Simon, au moment où il suivait ses cours de premier cycle en histoire à l'Université de Toronto, a consacré jusqu'à six heures par jour à la rédaction et à l'édition d'articles pour *Wikipedia*.⁷² Il m'a dit dans une entrevue téléphonique que le fait qu'il était devenu célèbre grâce à *Wikipedia*, conjugué à ses compétences de linguiste — perfectionnées davantage par la révision continue par ses collègues de *Wikipedia* que par ses professeurs à l'Université de Toronto —, a joué un rôle clé dans son obtention d'un poste à Quillsoft, une compagnie qui crée des logiciels à l'intention des personnes ayant des handicaps en écriture.⁷³ Voilà comment les carrières sont lancées au 21^e siècle.

Étant donné que toutes les personnes qui contribuent à *Wikipedia* ne sont pas aussi compétentes que Simon Pulsifer, et que les critiques continuent de mettre l'accent sur ses lacunes,⁷⁴ j'ai décidé de faire moi-même un peu de recherche. Les sujets américains sont peut-être assez bien traités dans *Wikipedia*, je me suis dit, mais qu'en est-il des sujets canadiens? Au début de 2007, j'ai téléchargé plus de 1 000 pages de renseignements sur les équivalents anglais des termes suivants : « Canada » ; les noms des provinces et des territoires ; nos noms courants pour les régions tels que « l'Ouest canadien », « le Canada atlantique », « les Prairies » et « le Nord ». J'ai consulté les sections sur quelques moments importants dans l'histoire canadienne, en me servant des équivalents anglais des termes suivants : la guerre de Sept Ans ; la bataille des plaines d'Abraham ; la guerre de 1812 ; les rébellions de 1837 ; le gouvernement responsable ; la Confédération ; *La Loi sur les Indiens* ; la crête de Vimy ; l'affaire « personne » ; Dieppe. J'ai cherché également les biographies de tous les premiers ministres du Canada depuis 1867. Ensuite, je me suis tournée vers des sujets historiographiques pour voir dans quelle mesure le Canada était représenté. Au moment même où je faisais mes

71 Alexandra Shimo, « Prolific Canadian is King of Wikipedia », *Globe and Mail*, 4 août 2006. Simon Pulsifer a été également l'objet d'un reportage dans *Time*, le 16 décembre 2006, dans le numéro où « toi » a été sélectionné en tant que « personne de l'année ». Voir Lev Grossman, « Simon Pulsifer: the Duke of Data » : <<http://www.time.com/time/printout/0,8816,1570732,00.html>> (consulté le 13 avril 2007).

72 « Simon Pulsifer », <http://en.wikipedia.org/wiki/Simon_Pulsifer> (consulté le 13 avril 2007).

73 Entrevue téléphonique avec Simon Pulsifer, le 12 avril 2007.

74 Un compte rendu négatif récent se trouve dans Graham Broad, « The False Promise of the 'Peoples' Encyclopedia », *Bulletin* de la Société historique du Canada, 33.1 (2007), 11-12.

recherches, une discussion des vertus et des vices de *Wikipedia* a commencé sur H-Canada. Tout cela a apporté de l'eau à mon moulin.

Jusqu'à un certain point, mon attitude sceptique à l'égard de la qualité des articles sur le Canada était justifiée. La perspective canadienne sur la guerre de Sept Ans et sur la guerre de 1812 n'était pas présentée du tout, et les articles comprenaient tant d'erreurs qu'un étudiant en histoire qui aurait compté uniquement sur cette source n'aurait pas obtenu une note de passage. Par contre, l'article sur la crête de Vimy était rédigé selon une perspective presque entièrement canadienne, et il était surprenant de voir qu'il était nuancé, tout comme l'article sur la bataille des plaines d'Abraham, auquel j'ai été renvoyée après avoir tapé l'équivalent anglais du terme de recherche « bataille de Québec ». *Wikipedia* dressait une liste convenable de quatre batailles sous ce titre, celles de 1690, de 1759, de 1760 et de 1775. L'article sur « les provinces Maritimes » était éclairé, mais, grosso modo, les articles sur l'histoire et la culture québécoises étaient insuffisants. Par contre, les Premières Nations du Canada étaient très visibles dans *Wikipedia* et, à l'exception de *La Loi sur les Indiens*, qui était traitée de façon trop axée sur le présent et trop étroite, les renseignements présentés étaient détaillés et semblaient relativement exacts.

Les articles sur les premiers ministres canadiens étaient parfois assez particuliers et celui qui portait sur Arthur Meighen était bourré de fautes. Toutefois, grâce au *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*⁷⁵ et au livre de Michael Bliss intitulé *Right Honourable Men: The Descent of Canadian Politics from Macdonald to Mulroney*,⁷⁶ qui ont servi de sources fiables, il n'est pas surprenant que la lecture des biographies des premiers ministres est satisfaisante quand elles sont abordées ensemble. Il semble que les biographies des présidents américains font souvent l'objet de révisions mal intentionnées, mais les premiers ministres canadiens sont moins susceptibles de faire l'objet de telles indignités, en raison peut-être du fait qu'on a moins à perdre en diffamant un chef canadien qu'un chef américain. (Il est intéressant de noter qu'il a été interdit à tout les membres de personnel des élus du Congrès américain de contribuer à *Wikipedia* pour avoir saboté les articles les uns des autres.⁷⁷) Fait curieux, les articles sur deux premiers ministres canadiens, William Lyon Mackenzie King et R.B. Bennett, comprenaient de longues discussions sur leurs opinions prétendument racistes et fascistes. Bien que John A. Macdonald et Wilfrid Laurier puissent être critiqués aussi pour avoir manqué d'une certaine conscience politique à une époque où il n'y en avait pas beaucoup, ils échappaient plus ou moins à de telles critiques dans le monde de *Wikipedia*.

75 <<http://www.biographi.ca>> (consulté le 15 mai 2007).

76 Michael Bliss, *Right Honourable Men: The Descent of Canadian Politics from Macdonald to Mulroney* (Toronto: HarperCollins, 1994).

77 *Time*, le 16 décembre 2006. <<http://www.time.com/printout/0,8816,1570732,00.html>> (consulté le 11 mai 2007).

L'HISTOIRE PUBLIQUE ET LE MÉCONTENTEMENT QU'ELLE SUSCITE OU L'HISTOIRE À L'ÈRE DE WIKIPEDIA

La qualité du traitement de l'histoire sociale canadienne était assez inégale, comme il fallait s'y attendre. Il est probablement peu surprenant que l'histoire des femmes du Canada soit faiblement représentée, comme les femmes en général dans *Wikipedia* et dans l'ensemble d'Internet. Même si j'ai pu lire un texte assez bien rédigé sur l'histoire du travail au Canada ou sur l'histoire militaire du Canada, je n'ai rien pu trouver au sujet de l'histoire des femmes au Canada. Nellie McClung, Agnes Campbell Macphail et Cairine Wilson s'y trouvaient, mais la perspective canadienne était complètement absente de l'article sur le suffrage pour les femmes. De la même façon, le long article sur l'homosexualité ne mentionnait aucune source canadienne, mais j'ai été renvoyée à l'article sur les Canadian Lesbian and Gay Archives par un groupe particulier intitulé « études de l'histoire canadienne » (*Studies in Canadian History*). Une erreur était faite dans le nom de l'organisme Imperial Order Daughters of the Empire (IODE), qui était appelé Imperial Order *of the* Daughters of the Empire, ce qui est une erreur assez commune et facile à corriger. Fait plus troublant, l'article sur les instituts féminins (« Women's Institutes ») ne faisait pas mention des origines canadiennes de l'organisme, mais comportait une longue discussion du film *Calendar Girls*, inspiré par un projet d'un institut féminin au Yorkshire, en Angleterre. J.S. Woodsworth, Henri Bourassa, Clifford Sifton et Albert "Ginger" Goodwin faisaient leur apparence, mais non pas J.B. McLachlan; la grève générale de Winnipeg en 1919 était mentionnée, mais les grèves au Cap-Breton pendant les années 20 ne l'étaient pas, même dans l'article sur le Cap-Breton, qui mettait plutôt l'accent sur les personnes aujourd'hui célèbres qui viennent de l'île, dont bon nombre sont des musiciens. En essayant de trouver des renseignements sur les grèves au Cap-Breton, j'ai trouvé un article très intéressant sur les étangs bitumineux du port de Sydney, qui, s'ils se trouvaient ailleurs au Canada, seraient reconnus pour ce qu'ils sont — à savoir une source de honte nationale. Les écologistes font certainement leur travail pour *Wikipedia*. Bien que je n'aie pas pu trouver d'article sur le grand incendie de Miramichi de 1825, il figurait en tête de la liste d'incendies de forêt en Amérique du Nord — *Wikipedia* étant une bonne source de listes de divers genres. Les historiens des sports ont bien travaillé aussi. J'ai trouvé de longues dissertations sur les diverses formes du hockey en général et sur le hockey sur glace en particulier. La Coupe Stanley et la coupe Clarkson étaient toutes deux bien documentées.

Les articles sur l'histoire canadienne, les historiens canadiens et les établissements d'histoire canadiens offraient souvent une lecture légère et divertissante. En consultant l'article sous la traduction anglaise de « La Société historique du Canada », j'ai trouvé un élément de remplacement temporaire, qui indiquait que les rédacteurs de *Wikipedia* cherchaient une personne qui pouvait rédiger le texte. Sur une liste d'historiens selon leur champ de recherches figuraient cinq Canadiens, dont seulement J.L. Granatstein est toujours vivant ; Donald Creighton, Lionel Groulx, Harold Innis et W.L. Morton sont décédés il y

a longtemps. Quant à la liste d'historiens canadiens en général, la plupart des personnes qui y figuraient étaient aussi décédées, notamment Pierre-François-Xavier de Charlevoix, François-Xavier Garneau, George Wrong et James Bartlet Brebner. Dans la catégorie d'historiens qui sont toujours vivants, nous trouvons Conrad Black, Michael Ignatieff, Laurier LaPierre, Patrick Watson et Peter C. Newman, mais Denyse Baillargeon, Gérard Bouchard, Gerald Friesen, Chad Gaffield, Charlotte Gray, Jacques Lacoursière, Bryan Palmer et Alison Prentice n'y figuraient pas. Seulement quatre femmes faisaient partie de la liste (Margaret MacMillan, Hilda Neatby, Margaret Ormsby et Joy Parr), dont deux sont vivantes et deux sont décédées. Pour confirmer que les études en histoire canadienne étaient de seconde classe, la liste de revues historiques ne comprenait aucune revue canadienne. Par contre, il y avait de courts textes sur le *Dictionnaire biographique du Canada*, l'*Encyclopédie canadienne* et la série Canadian Centenary. L'Institut du Dominion figurait dans *Wikipedia* mais pas la Société d'histoire nationale du Canada ou Historica. Seulement leurs produits vedettes s'y trouvaient — *The Beaver* et les Minutes du Patrimoine, maintenant appelées des Minutes Historica. Ce que j'ai trouvé le plus ironique en faisant mes recherches était le fait que l'article sur « l'histoire publique » est présenté comme un élément de remplacement temporaire. (L'analyse que je fais ici ne représente qu'une photographie prise à un certain moment et qui est devenue dépassée au moment où elle a été prise. En envoyant le présent article à l'imprimeur, je me rends compte qu'il existe un article de *Wikipedia* consacré à ma bibliographie, qui semble rédigé par un ancien étudiant d'un de mes cours avancés.)

Ce qui est le plus remarquable chez *Wikipedia*, bien sûr, ce n'est pas le nombre d'erreurs dans ses articles, ce qui manque au site ou même le vandalisme qui ternit sa réputation, mais plutôt le volume incroyable de renseignements relativement valables qui sont accessibles en de nombreuses langues, ainsi que la rapidité avec laquelle les erreurs et les omissions sont trouvées. Plus de 3 millions de personnes autour du monde contribuent aujourd'hui à *Wikipedia*, au rythme prodigieux de 400 mots par minute et de 20 millions de mots pendant le mois de juillet 2006. Même le lecteur le plus rapide, selon la page de statistiques de *Wikipedia*, ne pourrait pas se tenir à jour du nouveau contenu. Les idées des universitaires quant aux recherches d'équipe et à l'évaluation par les pairs sont ici exagérées. Bien que bon nombre d'universitaires ne contribuent plus à *Wikipedia* et que certaines universitaires aient interdit la consultation d'une source si peu fiable et si peu stable par leurs étudiants,⁷⁸ j'ai adopté une autre démarche. Si mes étudiants citent un article de *Wikipedia* comme source de renseignements, cela ne me dérange pas, mais je n'hésite pas à leur adresser des reproches s'ils acceptent le texte de *Wikipedia* sans faire d'autres recherches pour vérifier le contenu, tout comme je ferais s'ils citaient un texte imprimé peu

78 Scott Jaschik, « A Stand Against Wikipedia », *Inside Higher Ed*, le 26 janvier 2007. <<http://insidehighered.com/news/2007/01/26/wiki>> (consulté le 28 mars 2007).

L'HISTOIRE PUBLIQUE ET LE MÉCONTENTEMENT QU'ELLE SUSCITE OU L'HISTOIRE À L'ÈRE DE WIKIPEDIA

fiable. Comme j'aime le signaler à mes étudiants, *Wikipedia* est très utile pour les chercheurs expérimentés, car ils savent trouver des erreurs et des recherches mal effectuées. Les étudiants suivent des cours universitaires afin de développer de telles compétences, et de bons professeurs créent des cours visant à aider les étudiants à évaluer des ressources en ligne et imprimées.⁷⁹ Bien que de tels cours soient toujours précieux, ils n'ont jamais été si nécessaires.

Dans une lettre qu'il a rédigée récemment à l'intention de la *Literary Review of Canada*, Peter Desbarats a exprimé l'incertitude qu'éprouvent bon nombre de personnes face à la nature changeante et inégale des communications en ligne. Selon lui, « le mieux que l'on puisse dire à l'heure actuelle, c'est qu'Internet semble refléter de plus en plus la société elle-même, et l'idée n'est pas tout à fait réconfortante, sauf pour les joueurs, les fanatiques religieux et les prédateurs sexuels ». [Traduction.]⁸⁰ Nous avons la responsabilité de veiller à ce qu'Internet offre un peu plus de réconfort aux historiens. Les critiques acerbes à l'endroit de *Wikipedia*,⁸¹ et même l'effondrement éventuel probable de *Wikipedia*, ne feront pas disparaître les questions qu'il soulève quant aux connaissances au 21^e siècle. Alan McCulloch, historien et ancien employé de Parcs Canada, avec qui je tombe souvent d'accord, exprime mieux cette idée dans un texte qu'il a affiché au site Web H-Canada :

[*Wikipedia*] n'est pas parfait, mais il a ses possibilités, et le boycotter ne le perfectionnera pas. Cela ne veut pas dire que tous ont une obligation de contribuer à *Wikipedia* ou à n'importe quel autre projet en collaboration. Il y a de très bonnes raisons pour ne pas y contribuer, mais le fait que n'importe qui peut contribuer à *Wikipedia* ne constitue pas l'une de ces raisons. Le bilan des historiens universitaires est pauvre en ce qui concerne l'acceptation des efforts des historiens populaires et amateurs... Les historiens populaires, notamment ceux qui créent des documentaires à la télévision et des drames historiques, sont la source de presque tout ce que le public connaît de l'histoire. Bien que l'histoire universitaire soit devenue plus avertie et plus rigoureuse au cours des 50 dernières années, elle a aussi perdu une partie de son public et de son influence auprès de la population. Les projets auxquels contribuent un grand nombre d'historiens, amateurs et autres, remplissent la lacune laissée par les historiens universitaires. De tels projets offrent des possibilités aux personnes qui s'intéressent à l'histoire et fournissent des ressources historiques utiles et accessibles. Qu'y aurait-il à redire? [Traduction.]⁸²

79 Voir, à titre d'exemple, un cours offert par José Igartua à Histoire-Hypermédia : <<http://h-h.ca>>.

80 Peter Desbarats, « To the Editor », *Literary Review of Canada*, 15, 1 (janvier/février 2007), 29.

81 Une parodie de *Wikipedia* sur l'émission populaire de télévision américaine, *The Colbert Report*, qualifie la « wikiality » de nouvelle approche à la réalité : « nous pouvons créer ensemble une réalité sur laquelle nous pouvons tous nous accorder — la réalité sur laquelle nous venons de nous accorder » [Traduction.] Voir la vidéo intitulée « Wikiality » au : <<http://www.comedycentral.com/motherload/player.html>> (consulté le 24 avril 2007).

82 Alan McCulloch, courriel à H-CANADA, le 3 mars 2007.

L'observation tient compte d'une préoccupation exprimée dans une discussion sur le site H-Canada au sujet de la nature bénévole du travail effectué pour *Wikipedia*. Bien que les historiens universitaires qui affichent des textes dans Internet et participent aux projets en matière d'histoire publique le fassent souvent à titre de bénévoles, les historiens publics sont le plus souvent des pigistes.⁸³ Les historiens pigistes se plaignent avec raison que ceux d'entre nous qui travaillons dans les universités et les ministères sommes bien en mesure de faire un travail bénévole, mais que, en le faisant, nous leur volons peut-être des emplois.⁸⁴ En outre, ils ont souvent des perspectives sur les questions du droit d'auteur et du libre accès qui se distinguent de celles des historiens universitaires qui gagnent un salaire régulier. Dans toute tentative de combler le fossé qui s'est creusé entre l'histoire universitaire et l'histoire publique, il est important de tenir compte des relations de travail.⁸⁵

Je vais faire une dernière observation sur l'impact des nouvelles technologies de communication sur notre travail en tant qu'historiens universitaires. Il nous faut actuellement beaucoup plus d'infrastructures qu'auparavant pour réussir ce que le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada appelle « la mobilisation des connaissances ». Selon une étude récente effectuée pour le American Council of Learned Societies, les chercheurs dans les arts ont un besoin urgent de réseaux, de personnel et de meilleures pratiques pour appuyer les recherches, notamment des collections numérisées, des plateformes collaboratives en ligne et des archives numériques.⁸⁶ La plupart des universités refusent de reconnaître de tels besoins et continuent à croire que les frais de scolarité versés par les étudiants en arts devraient être consacrés aux programmes situés de l'autre côté du campus. De telles politiques sont les fruits d'une idée incroyablement démodée quant à l'importance et aux possibilités des sciences humaines dans notre monde branché.

83 Des statistiques récentes indiquent que 27 % des emplois au Canada sont temporaires, à temps partiel ou occasionnels. Voir Ed Finn, « Outsourcing and job 'restructuring' swell corporate profits », *The CCPA Monitor* (février 2007), 4.

84 L'idée est fréquemment exprimée et a été soulevée pendant la discussion de H-CANADA sur *Wikipedia* par Graham Broad, le 24 février 2007.

85 La condition de la femme doit figurer dans une telle catégorie de préoccupation. Voir Dianne Dodd et Geneviève Postolec, « Report of the Survey on Women in Public History », *Canadian Historical Review*, 81, 3 (2000), 452-466.

86 Voir *Our Cultural Commonwealth: The Report of the American Council of Learned Societies' Commission on Cyberinfrastructure for Humanities and Social Sciences*, président : John Unsworth, le 18 juillet 2006, 2, accessible au <<http://www.acls.org/cyberinfrastructure/acls.ci.report.pdf>> (consulté le 28 mars 2007). Voir aussi une initiative récente de l'Union européenne : Commission des communautés européennes, « Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'information scientifique à l'ère numérique : accès, diffusion et préservation », le 14 février 2007, accessible au : <http://ec.europa.eu/research/science-society/document_library/pdf_06/communication-022007_fr.pdf> (consulté le 28 mars 2007).

Conclusion

Quelle est donc la place de la SHC dans ce milieu en évolution? La première responsabilité de la SHC, bien sûr, est de rendre service à ses membres, dont la plupart, contrairement au cas il y a 85 ans, sont des historiens universitaires et leurs étudiants. Cela ne veut pas dire que la composition de notre organisation ne peut pas changer. Je serais ravie si la SHC pouvait attirer l'allégeance des historiens publics et populaires dans la grande variété de leurs activités, ainsi que des historiens universitaires dans des domaines autres que l'histoire canadienne, afin que nous puissions collaborer pour résoudre nos différends, élaborer de nouveaux programmes ambitieux et relever nos défis communs. Cela n'est pas sur le point de se produire. Même notre base de membres universitaires n'est pas assurée. Le départ des archivistes en 1975 pour former leur propre société a marqué une nouvelle ère de spécialisation qui met en question la valeur des grandes associations générales telles que la SHC. De fait, l'ultime succès du nouveau comité sur l'histoire publique de la SHC sera peut-être attribuable à son évolution en tant qu'organisme indépendant.

Cela étant dit, il faut certainement, plus que jamais, un organisme qui représente les historiens professionnels, qu'ils soient universitaires ou publics. Gerald Friesen m'a rappelé, lorsqu'il m'a convaincue d'accepter le poste de présidente de la SHC, que la communauté des historiens universitaires accomplit un travail intellectuel important pour notre pays : nous faisons une grande partie des recherches sur lesquelles sont basées nos idées du passé, nous appliquons les résultats des recherches faites par d'autres historiens du monde entier, élargissant ainsi infiniment notre cadre national limité, et nous donnons des cours à bon nombre d'enseignants d'histoire. Dans les efforts visant à maintenir et à adapter les valeurs auxquelles nous tenons — à savoir la documentation des sources, l'évaluation critique et l'intégrité des recherches dans les archives — il nous faut un organisme qui tienne compte du contexte plus large, qui représente la position universitaire dans diverses situations de controverses et, fait plus important, qui constitue un lien avec d'autres personnes qui s'intéressent, comme nous, au passé. Si nous faisons un bon travail, notre organisme évoluera presque inévitablement de manière bouleversante, mais si nous ne tenons pas compte de la révolution en cours dans le domaine du savoir, dont le symbole est Internet, nous risquons de ne plus être pertinents.⁸⁷

Dans son analyse récente de la controverse au sujet du documentaire *The Valour and the Horror*, réalisé en 1992, l'historien Graham Carr a exploré la

87 Pendant mon mandat à titre de membre du conseil de direction, j'ai souvent entendu les historiens dans d'autres domaines que l'histoire canadienne dire que la SHC n'avait rien à leur offrir. Ma réponse, dans le style de John F. Kennedy, a toujours été la suivante : l'important n'est pas ce que la SHC peut offrir à ses membres, mais ce que ses membres peuvent offrir à la SHC pour qu'elle demeure pertinente et engagée. En bref, l'abonnement constitue une obligation professionnelle.

longue lutte qu'ont menée de nombreux intervenants pour le contrôle du récit historique lié à la participation du Canada à la Deuxième Guerre mondiale. Il est arrivé à la conclusion suivante : « Plutôt que de se parler ou de faire une tentative de comprendre un autre point de vue, de nombreux intervenants ont choisi de parler au-dessus de la tête des autres, et ont situé le débat dans un genre de chambre de résonance où des bouts de communication ont continué à rebondir dans toutes les directions. » [Traduction.]⁸⁸ Plus d'une décennie plus tard, des bouts de communication continuent de rebondir dans la chambre d'écho au sujet des controverses liées au *Prairie Giant* et au Bomber Command. Il est temps que les historiens universitaires envisagent d'autres manières dont nous pouvons nous représenter dans de tels débats.

Nous avons passé près d'un siècle à ériger des obstacles pour empêcher les gens de mettre en question les démarches universitaires à l'égard du passé. Au 21^e siècle, nous devons nous occuper de la tâche urgente de construire des ponts. Pour ce faire, il faudra appliquer de nouvelles compétences en communication et en diplomatie, respecter de nouvelles règles d'engagement et investir d'autres ressources financières — vous pouvez vous attendre à voir grimper vos cotisations. L'objectif de la construction de ponts n'est pas d'attirer de nouveaux membres à la SHC ou de donner de la confiture aux cochons, comme les universitaires ont souvent tendance à faire, mais plutôt d'entamer un dialogue afin que les historiens universitaires et publics, ainsi que le grand public, puissent tous apprendre quelque chose du passé. C'est, en fin de compte, le passé qui nous a façonnés, qui donne son sens au présent et qui inspire nos objectifs pour l'avenir.

MARGARET CONRAD a été membre du département d'histoire de l'Université Acadia de 1969 à 2002 et elle est maintenant titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études du Canada atlantique à l'Université du Nouveau-Brunswick. Elle a beaucoup publié dans les domaines de l'histoire du Canada atlantique et de l'histoire des femmes. Elle a co-rédigé avec Alvin Finkel un manuel de cours de deux volumes qui est employé souvent et qui s'intitule *History of the Canadian Peoples*. En tant que titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études du Canada atlantique, M^{me} Conrad a créé le Portail du Canada atlantique en vue de favoriser et de communiquer les recherches sur la région de l'Atlantique (<<http://atlanticportal.hil.unb.ca>>).

88 Graham Carr, « Rules of Engagement: Public History and the Drama of Legitimation », *Canadian Historical Review*, 86, 2 (juin 2005), 354.